

Ma question au ministre des Finances est très simple: Comment, en coupant ainsi le pouvoir d'achat des classes moyennes, le ministre entend-il, par son budget, créer les emplois qu'il a promis aux Canadiens?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député d'en face a parlé à maintes reprises du risque que l'on courrait à maintenir des déficits et des dettes trop élevés. Il a noté les raisons pour lesquelles nous n'avions pas osé aller plus loin avec les mesures tendant à réduire le déficit. Nous avons voulu maintenir un certain équilibre. Nous avons essayé de tenir compte des conséquences qu'auraient ces mesures sur les Canadiens et de leur incidence sur l'économie. Voilà pourquoi nous avons opté pour l'orientation prise dans le budget.

Toutefois, si le député laisse entendre que d'autres compressions s'imposent, mais pas de la façon qu'il a proposée, je lui saurai alors gré de ses conseils à ce sujet. Il ne voudrait pas assurément d'un déficit encore plus élevé que celui que j'ai mentionné dans mon budget de jeudi dernier.

[Français]

**M. Garneau:** Monsieur le Président, là n'était pas la question. Si on a de l'argent pour réduire les charges fiscales aux multinationales du pétrole, pourquoi n'en a-t-on pas pour maintenir le pouvoir d'achat des contribuables canadiens des classes moyennes?

\* \* \*

## LES FINANCES

L'AIDE AUX PME—LA CRÉATION D'EMPLOIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Je voudrais souligner également au ministre des Finances qu'il prend souvent le modèle des États-Unis et de l'ami du premier ministre, M. Reagan, mais la relance américaine, elle, s'est faite à partir des baisses de taxes et des augmentations de déficits. Ma question additionnelle est la suivante: Est-ce que le ministre pourrait nous dire comment, en coupant le pouvoir d'achat des familles canadiennes de \$1,000 par année à compter de 1988, il va y avoir une demande pour aider les petites et les moyennes entreprises à accroître l'emploi et à produire davantage alors que la capacité industrielle n'est pas totalement utilisée?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la question du député m'amène à deux conclusions. Tout d'abord, il souhaite que je porte le déficit à 38 ou 40 milliards de dollars. C'est là la conclusion directe que j'en tire.

Ensuite, j'en conclus que, d'une manière plutôt innovatrice, sans puiser à même les ressources du gouvernement, nous

avons réussi à donner aux petites entreprises accès à de vastes capitaux. Le député sait aussi bien que moi que les petites entreprises sont la principale source d'activité économique. C'est le secteur de la petite entreprise qui crée des emplois. C'est là l'orientation que nous avons prise et je pense que la population est d'accord avec nous.

\* \* \*

## LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA VENTE DE LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT AU CANADA—LES RÉPERCUSSIONS SUR KIDD CREEK MINES LTD.

**M. Aurèle Gervais (Timmins-Chapleau):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Dans l'exposé budgétaire, on signale que 13 sociétés de la Couronne seront vendues, dont la Corporation de développement du Canada. Celle-ci détient 49 p. 100 de Kidd Creek Mines Ltd., l'employeur le plus important dans la circonscription de Timmins-Chapleau. Quelles seront les répercussions, s'il en est, de la vente de la CDC sur Kidd Creek Mines, ses employés et la ville de Timmins?

• (1510)

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, la vente possible de 23 millions d'actions détenues par le gouvernement, annoncée aujourd'hui, n'aura aucun effet direct sur l'exploitation de la Kidd Creek Mines. Je rappelle au député qu'il n'est nullement question de modifier le conseil d'administration ni la gestion de la CDC. Comme il le sait probablement, cette mine connaît actuellement un trimestre beaucoup plus fructueux que les trimestres précédents. Elle a effectivement réalisé des profits et sa marge brute d'autofinancement s'élève actuellement à 18.3 millions de dollars.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

LA RÉDUCTION DES SUBVENTIONS

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. D'après le budget, une réduction annuelle de 50 millions commencera en 1985-1986 et continuera jusqu'en 1990-1991. Le ministre pourrait-il préciser les effets de cette réduction? Est-ce une réduction ponctuelle, en vertu de laquelle les agriculteurs recevront 300 millions de moins sur une période de six ans, ou bien une réduction cumulative de 1.05 milliard de l'argent qui allait aux agriculteurs?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je suppose que le député veut parler de la réduction de 50 millions des subventions à l'agriculture.

**M. Hovdebo:** Oui.